



Gérard Lannuque
NÉGOCIATEUR LOCATION

Foncia Lacombe Vaucelles Enghien

15, rue de l'Arrivée

95880 Enghien-les-Bains

Tel : 01 39 64 92 80

Port : 06 12 31 94 07

gerard.lannuque@foncia.fr

FONCIA.COM

Afin de constituer votre dossier de candidature, nous vous remercions de bien vouloir nous fournir **l'intégralité des pièces listées ci-dessous**, pour vous-même et, le cas échéant, pour votre conjoint, ou votre (vos) colocataire(s) - Les originaux sont susceptibles d'être demandés.

ÉTAT CIVIL & DOMICILE

- **Pièce justificative d'identité française ou étrangère en cours de validité au choix :**
Carte Nationale d'identité, Passeport, Permis de conduire, Carte de séjour ou équivalent
- **+ une pièce justificative de domicile au choix :**
 - 3 dernières quittances de loyer (ou attestation du précédent bailleur indiquant que loyers et charges sont à jour de règlement)
 - ou dernier avis de taxe foncière (ou à défaut, titre de propriété de la résidence principale)
 - ou attestation d'hébergement sur l'honneur émanant de l'hébergeant (avec copie de sa pièce d'identité)
 - ou attestation d'élection de domicile établissant le lien avec un organisme social agréé

RESSOURCES

SALARIÉS

- **Contrat de travail**
(ou à défaut, attestation d'employeur précisant : emploi, rémunération, date d'entrée en fonction et le cas échéant la durée de période d'essai)
- **+ 3 derniers bulletins de salaires**
- **+ dernier avis d'imposition ou de non-imposition**
(ou avant-dernier dans le cadre des locations soumises à plafonds de ressources légaux ou conventionnels)

PROFESSIONS LIBÉRALES

- **Copie de la carte professionnelle**
- **+ dernier avis d'imposition ou de non-imposition**
(ou avant-dernier dans le cadre des locations soumises à plafonds de ressources légaux ou conventionnels)

COMMERCANTS, ARTISANS & AUTRES PROFESSIONS NON SALARIÉES

- **Extrait K ou K bis de moins de 3 mois**
(ou Extrait D1 du registre des métiers, copie du certificat d'identification de l'INSEE, ou encore toute pièce récente attestant de l'activité)
- **+ dernier avis d'imposition ou de non-imposition**
(ou avant-dernier dans le cadre des locations soumises à plafonds de ressources légaux ou conventionnels)
- **+ les 2 derniers bilans**
(ou à défaut une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivrée par un comptable)

RETRAITÉS

- **Justificatifs des indemnités, retraites, et pensions** (des 3 derniers mois)
- **+ dernier avis d'imposition ou de non-imposition**

ÉTUDIANTS

- **Carte d'étudiant** (ou certificat de scolarité de l'année en cours)
- **+ contrat de stage** (ou à défaut une attestation de stage de l'employeur)
- **+ avis d'attribution de bourse étudiante**
- **+ justificatif de versement des indemnités de stage**

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

- **Versement sur les 3 derniers mois :** d'indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales, et allocations.
- **Attestation de simulation relative aux aides au logement**
- **Titre de propriété d'un bien immobilier** (ou dernier avis de taxe foncière)
- **Autres justificatifs :** revenus fonciers, rentes viagères ou revenus de valeur et capitaux mobiliers.

Liste conforme au décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 fixant la liste des pièces justificatives pouvant être demandées au candidat à la location et à sa caution. Tout faux et usage de faux expose aux sanctions prévues à l'article 441-1 du Code Pénal (3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende)

Afin de constituer le dossier du (des) candidat(s) locataire(s), et en votre qualité de caution, nous vous remercions de bien vouloir nous **fournir l'intégralité des pièces listées ci-dessous.**

ÉTAT CIVIL & DOMICILE

PERSONNE PHYSIQUE

- **Pièce justificative d'identité française ou étrangère en cours de validité au choix :**
Carte Nationale d'identité, Passeport ou Permis de conduire
- **+ une pièce justificative de domicile au choix :**
 - Dernière quittance de loyer
 - **ou** facture d'eau, d'électricité ou de gaz (de moins de 3 mois)
 - **ou** attestation d'assurance du logement (de moins de 3 mois)
 - **ou** dernier avis de taxe foncière (ou à défaut titre de propriété de la résidence principale)

PERSONNE MORALE

- **Extrait K bis original de moins de 3 mois** (ou les statuts de la société)
- **+ justificatif d'identité du représentant de la société**

RESSOURCES

SALARIÉS

- **Contrat de travail ou de stage**
(ou à défaut, attestation d'employeur précisant : emploi, rémunération, date d'entrée en fonction et le cas échéant la durée de période d'essai)
- **+ 3 derniers bulletins de salaires**
- **+ dernier avis d'imposition ou de non-imposition**
(ou avant-dernier dans le cadre des locations soumises à plafonds de ressources légaux ou conventionnels)

PROFESSIONS LIBÉRALES

- **Copie de la carte professionnelle**
- **+ dernier avis d'imposition ou de non-imposition**
(ou avant-dernier dans le cadre des locations soumises à plafonds de ressources légaux ou conventionnels)

COMMERCANTS, ARTISANS & AUTRES PROFESSIONS NON SALARIÉES

- **Extrait K ou K bis de moins de 3 mois**
(ou Extrait D1 du registre des métiers, copie du certificat d'identification de l'INSEE, ou encore toute pièce récente attestant de l'activité)
- **+ dernier avis d'imposition ou de non-imposition**
(ou avant-dernier dans le cadre des locations soumises à plafonds de ressources légaux ou conventionnels)
- **+ les 2 derniers bilans**
(ou à défaut une attestation de ressources pour l'exercice en cours délivrée par un comptable)

RETRAITÉS

- **Justificatifs des indemnités, retraites, et pensions** (des 3 derniers mois)
- **+ dernier avis d'imposition ou de non-imposition**

DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

- **Versement sur les 3 derniers mois :** d'indemnités, retraites, pensions, prestations sociales et familiales, et allocations
- **Titre de propriété d'un bien immobilier** (ou dernier avis de taxe foncière)
- **Autres justificatifs :** revenus fonciers, rentes viagères ou revenus de valeur et capitaux mobiliers

Liste conforme au décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 fixant la liste des pièces justificatives pouvant être demandées au candidat à la location et à sa caution. **Tout faux et usage de faux expose aux sanctions prévues à l'article 441-1 du Code Pénal (3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende)**